

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4115 - Jeudi 28 Avril 2022 - Prix : 200 Fc

SANTÉ PUBLIQUE :

43 jeunes reporters formés en appui à la campagne de vaccination



CONSOMMATION

FANA-FISH, une nouvelle poissonnerie à Moroni

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Avril 2022**

Lever du soleil:

06h 13mn

Coucher du soleil:

17h 57mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 12mn

Maghrib: 18h 00mn

Incha: 19h 14mn



SPORT

Des enseignants d'EPS formés en Kid Athlétics

Pour mieux renforcer, améliorer et valoriser la discipline sportive dans les milieux scolaires, la fédération internationale d'athlétisme avec l'appui de l'Agence française de développement (AFD), ainsi que le ministère de l'éducation a organisé du jeudi 21 au mardi 26 avril dernier à Moroni une formation des formateurs en Kids Athlétics. Des enseignants et coach d'EPS ont participé à cette formation.

L'activité physique, sportive est un potentiel important pour améliorer et renforcer la santé. C'est dans cette optique que la fédération d'athlétisme des Comores avec l'appui de l'Agence française de développement AFD, ainsi que le ministère de l'éducation a organisé du jeudi 21 au mardi 26 avril une formation des formateurs en Kids Athlétics. Des enseignants venus des trois îles, de différents établissements scolaires ont pris part à cette formation. Ils vont à leur tour former les autres profs de sport. C'était une semaine d'échange très enrichissante pour ces derniers.

Le Gozzoli Charles, le créateur de ce projet "Kid Athlétics" se dit

heureux du déroulement de la formation. « J'ai initié ce projet dans les établissements scolaires et au milieu sportif en 2000 à Maurice. Aujourd'hui, j'ai l'honneur de venir ici pour former ces enseignants et coachs sportifs pour être des formateurs. J'avoue que la formation s'est bien et bien passée et qu'on a pu faire beaucoup de choses », lance-t-il. Toutefois, il a montré que cela est réservé pour les enfants. Cela évitera aux enfants d'avoir des maladies comme l'obésité, la tension, le diabète etc. Donc il est primordial d'inculquer l'esprit sportif dès le plus bas âge. Raison pour laquelle, cette formation a été mise en œuvre.

De son côté, le représentant des enseignants Faissoil Ali Mohamed a saisi l'occasion pour étaler les doléances de profs d'EPS devant le ministre de l'éducation nationale. Il a sollicité auprès du ministre une révision du coefficient de la note des épreuves sportives. « Il serait mieux de fixer un coefficient 2 au lieu de 1. Ainsi les élèves auront le courage de pratiquer le sport », tout en demandant l'intégration des enseignants d'EPS dans la fonction publique.

Selon le ministre de l'éducation



nationale, l'éducation physique et sportive vise à renforcer la santé physique et mentale des jeunes élèves, développer la confiance en soi, favoriser l'épanouissement personnel et le bien-être psychologique. Il vise également à améliorer les performances scolaires et lutter contre le décrochage scolaire en développant les capacités d'attention, de concertation, de mémoire et des comportements positifs en classe. «

Pour les jeunes déscolarisés, le sport peut également être un tremplin pour renouer avec des apprentissages. Enfin, il entend aussi promouvoir l'égalité femmes - hommes étant entendu que le sport favorise l'autonomisation des femmes et valorise leurs capacités physiques et mentales dans des contextes où leur corps est souvent un enjeu social », avance Djaffar Salim Allaoui. Et d'ajouter que « nous attendons

dorénavant que chaque enseignant, chaque formateur puissent les incarner et les promouvoir dans le cadre de leur activité quotidienne avec les élèves. Cela constitue un grand défi car nous le savons tous, malgré son émergence récente, l'EPS demeure parfois le parent pauvre des matières enseignées dans le cadre scolaire ».

Nassuf Ben Amad



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'ASSISTANCE A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME AUTOMATISE DES TRANSFERTS + (SAT+)

Date de l'avis : 27 Avril 2022

1. CONTEXTE

L'Union des Comores a promulgué le 2 juillet 2020 la loi n° 20-005/AU du 23 juin 2020 sur les services de paiement et les prestataires de services de paiement.

Cette promulgation s'est produite dans le contexte d'un crédit et une subvention pour \$20 millions de dollars américains pour le projet d'inclusion financière approuvé par la Banque Mondiale. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est « Accroître l'accès et l'usage des services financiers par la population adulte ». Plus précisément, le projet vise réaliser cet objectif grâce à des investissements et à un soutien pour améliorer les systèmes de paiement, l'accès aux services financiers et la capacité institutionnelle du superviseur à promouvoir la stabilité et l'intégrité du secteur financier.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs principaux de la présente mission sont de :

* Former les parties prenantes (BCC, banques participantes et autres possibles adhérents) et l'équipe projet sur la gouvernance d'une SAT+.

* Créer une masse critique de volume de transactions dans la plateforme SAT+ en lançant un projet qui vise la dématérialisation des paiements B2G et P2G dans le cadre de la digitalisation des paiements gouvernementaux

* Accompagner l'équipe projet dans la phase de mise en œuvre du projet (Phase A) jusqu'à la Phase B qui couvre la période initiale suivant à la mise en production (PIMP).

* Garantir la bonne fin du projet

3. PROFIL GENERAL DU CONSULTANT

Le consultant devra avoir les qualifications et l'expérience suivantes :

o Parler couramment le français, la maîtrise de l'anglais étant un atout supplémentaire.

o Diplôme universitaire (programme de 4 ans ou plus) dans des domaines liés au projet

o Expérience pratique (pas moins de 5 ans) dans la conception, la fourniture et la mise en œuvre de systèmes bancaires, avec 2 à 3 ans d'expérience dans les systèmes SAT+.

o Connaissance des procédures de passation de marchés (ICB) de la

Banque mondiale.

o Expérience réussie de la direction ou de la facilitation de la passation de marchés de TIC sur au moins deux projets.

o Expertise technique substantielle en matière d'acquisition, de personnalisation, d'utilisation et de maintenance des technologies de l'information dans le secteur financier.

o Expertise substantielle en gestion de projet et en projets de changement organisationnel et fonctionnel (Waterfall, CPM, Prince2, PMP).

4. DUREE ET DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission aura une durée de dix-huit (18) mois.

5. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016.**

6. Les consultants intéressés peu-

vent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence complets à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale) ou sur le site web : www.banque-comores.km.

7. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 - Email : Anfifa.UGP@banque.km – , **au plus tard le Jeudi 12 Mai 2022 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Madame la Coordinatrice nationale et portant la mention: « **Recrutement d'un consultant chargé de l'assistance à la mise en place d'un SAT+ du PADSF** »

SANTÉ PUBLIQUE :

43 jeunes reporters formés en appui à la campagne de vaccination

Afin d'assurer une meilleure sensibilisation sur la futur campagne de vaccination qui sera lancée le 10 mai prochain, le ministère de la santé en collaboration avec l'Unicef et l'Oms ont organisé une formation des jeunes reporters en appui à la campagne nationale de vaccination juvénile des 12 à 17 ans. Cette formation a pour but de mieux les outiller sur la sensibilisation et le déroulement de la vaccination.

Le ministère de la santé en collaboration avec l'Unicef et l'Oms ont organisé une formation des jeunes reporters en appui à la campagne nationale de vaccination des jeunes de 12 à 17 ans contre la covid-19. En effet, le pays s'apprête à lancer la nouvelle campagne de vaccination des plus

jeunes à partir du 10 mai prochain. Cette formation a pour objectif d'outiller les jeunes reporters sur la mobilisation, la sensibilisation et l'information. Durant cet atelier, ces jeunes vont être formés et recadrés sur les bases du journalisme et sur les outils des messages de diffusion pour toute opportunité.

D'après un des responsables du sous-comité anti-Covid Idjabou Bakari, le rôle des jeunes reporters est d'avoir les atouts pour sensibiliser sur le déroulement de la vaccination.

Il s'agit d'une vaccination qui est un peu différente et elle aura lieu dans les écoles et au niveau communautaire. Il est donc primordial de véhiculer le même message. « Le défi de cette vaccination est que les quatre cohortes précédentes se sont adressées seulement à la population adulte et que cette fois ce sont les adolescents qui sont

concernés. Il faudra une autorisation parentale. Il y aura trois étapes à prendre en compte, à savoir le pré-enregistrement de tous les enfants éligibles à la vaccination, le consentement des parents et l'assentiment des enfants. Et pour cela nous allons mobiliser les jeunes reporters, les comités villageois, etc. », souligne-t-il.

Du côté des jeunes reporters, Rayyana Saïd se dit prête à relever le défis. « Nous espérons acquérir les compétences requises pour mieux relayer l'information. Nous savons que cela ne sera pas facile

comme tâche mais nous ferons le nécessaire pour assurer et montrer la nécessité de vacciner les enfants. Car cette vaccination a pour but de les protéger contre les formes graves de la covid-19 », avance-t-elle. Cette formation englobe 5 facilitateurs dont des experts de l'Oms, de l'Unicef et la partie nationale pour les 43 reporters à Ngazidja. Et cette même formation sera dispensée aux 25 reporters d'Anjouan et les 15 reporters de Mohéli.

Andjouza Abouheir

CONSOMMATION

FANA-FISH, une nouvelle poissonnerie à Moroni

Lundi dernier a eu lieu l'inauguration à Moroni de la nouvelle poissonnerie FANA-FISH. Cette dernière devait commencer à vendre ses produits dès hier mercredi 27 avril. Environ 1400 travailleurs de la mer seront recrutés et le créateur du projet Farid Soilihi dit vouloir alléger le pouvoir d'achat des comoriens en fixant entre 1500 FC à 2250 FC le kilogramme de poisson.

C'est un projet à haute valeur ajoutée sur le plan économique et sociétal. Il va également contribuer à la réduction du chômage dans le pays. Le projet FANA-FISH lancé dernièrement par Farid Soilihi, un militant très actif de la diaspora comorienne de France, a pour but de permettre à la population d'acheter les produits de la mer à prix raisonnable. Non seulement le comorien pourra manger du poisson frais à bas prix, mais le projet compte recruter 1400 pêcheurs. Dans son discours, le promoteur du projet a précisé que son entreprise permettra à la fois la

vente et la transformation des produits de la mer. « La société ne se contentera pas uniquement de vendre, mais elle fera aussi la transformation des produits, le fumage des poissons et autres », précise-t-il. Selon le patron de la toute nouvelle société, le kg de poisson se vendra entre 1500 FC à 2250 FC. « Si nous avons créé cette société, c'est pour faciliter la vie des comoriens. C'est pourquoi nous partons avec des prix abordables », dit-il, avant d'ajouter que « ces prix vont rester stables ».

Puisqu'il s'agit d'un projet de grande envergure, Farid Soilihi a travaillé avec plusieurs partenaires dont le deuxième opérateur du réseau mobile dans le pays (Telma). Le directeur de cette entreprise de télécommunication a expliqué que leur partenariat permettra de résoudre plusieurs difficultés surtout celles des travailleurs en mer. « Tous ces pêcheurs ont à leur disposition des puces Telma et ils ne seront payés qu'à travers M'Vola », précise-t-il.

De son côté le président de l'UCCIA a rappelé que l'inauguration du projet est l'aboutissement



d'un long processus. « Cette réalisation est le symbole d'une volonté forte de prendre en compte, le bien-être de la population comorienne et leur qualité de vie. En effet, en réalisant ce projet, FANA FISH souhaite que chacun trouve ici les moyens de

s'approvisionner en poissons et d'autres produits de la mer, dans les meilleures conditions, mais aussi de qualité alimentaire, répondant par-là à une évolution de notre société et de ses besoins », avance Chamssoudine Ahmed. Cette occa-

sion a permis au président de l'UCCIA de préciser que ce projet est porté par Innov'Lab, leur incubateur d'entreprise.

Kamal Gamal

PRÉPARATIFS DE L'EID ELFITR :

À Anjouan, les friperies ont la cote

L'ambiance en cette fin de ramadan est si morose. Ce lundi 25 avril, on a sillonné la capitale pour palper la réalité. Le constat est sans appel, le choix des friperies s'impose et le stock d'articles dans les boutiques peine à se renouveler. Signe que la crise est bien là.

L'ambiance des soldes semble être un brouhaha sans rien vendre. A Anjouan tout comme dans les autres îles, nombreux sont les clients qui se ruent vers les friperies le long des trottoirs, ces habits de seconde main ou des chaussures réchappées. Cela est dû à la cherté des habits en boutique. « Cette année on remarque qu'il y a foule mais la vente reste toujours frileuse par rapport à l'année dernière », souligne Damir Mohamed Azihar, un

influent commerçant spécialisé dans l'habillement à Mutsamudu. « Il est 15h00 est le tiroir caisse résonne comme un tonneau vide », se plaint-il.

On a exposé partout des articles. On a asphyxié les trottoirs de la capitale et des pépinières de boutiques ont poussé comme des champignons dans plusieurs coins malgré la crise.



« Nous avons remarqué qu'il y a des boutiques partout, mais on ne trouve pas des articles neufs », remarque Hadidja Chaanfi, une institutrice. Et d'ajouter que « certains articles sont abordables, mais avant de nous payer, on descend juste en ville pour lécher les vitrines et émerveiller les yeux ». Cette dernière dit attendre son salaire pour préparer l'Eid des enfants.

Incroyable mais vrai. Les friperies font les bonnes affaires. C'est à travers ces lieux que les comoriens se bousculent pour chercher leurs plus beaux vêtements de la fête qui s'approche. « Merci Dieu, nous mangeons ce qui nous est destiné. Le business ici à Dodin accueille beaucoup de visiteurs acheteurs grâce à nos prix convenables au pouvoir d'achat », montre Djamal Silahi.

D'autres vendeurs tiennent presque les mêmes propos, même si quelques uns confirment la règle par une surprenante exception.

Un client explique pourquoi il préfère aller dans les friperies. « Les friperies sont uniques et nous trouvons des jolis habits ou des belles chaussures sans se ruiner », dit-il. Un raisonnement qui a beaucoup d'adeptes. Tel est le cas de Mohamed Ali, responsable d'une petite poissonnerie qui dit que « dans les friperies on n'achète jamais des maillots et on trouve des habits même si on retouche la taille après ». A noter que les autres articles aussi comme l'électroménager y sont bradés et beaucoup de consommateurs préfèrent les occasions de France plutôt que des neufs importés d'Asie.

Nabil Jaffar

COLLECTIVITÉS LOCALES

Ndremeani, un village pas comme les autres

Ndremeani, un village d'une centaine d'habitants, situé dans la région de Mledjelé à Mohéli, n'a toujours pas d'électricité ni d'eau, ni établissement d'enseignement général ou coranique. Cette localité n'a pas de route et le réseau téléphonique se fait rare. Aucun projet de développement n'y existe.



Sur la route impraticable de Wanani vers Nioumachoi se trouve Ndremeani, le premier village qu'on traverse dans la région de Mledjelé avant d'arriver au chef lieu Nioumachoi. Avec une population d'une centaine d'habitants, ce village reste le plus petit de l'île de Mohéli. Un village qui ne bénéficie d'aucun projet de développement de la part du gouvernement, ni des ONG et la communauté n'est pas organisée pour se débrouiller comme le font les autres localités du pays. Dans ce village où l'ancien président Ikililou Dhoinine concentre une grande partie de ses activités agricoles, pas d'eau potable, ni d'électricité de la SONELEC.

Pire encore, il n'y existe pas d'école d'enseignement général ni coranique. Les enfants de 7 à 15 ans sont envoyés dans les autres villages les plus proches pour suivre des

cours. Une situation difficile car chaque enfant nécessite la surveillance de ses parents et ses proches pour une bonne éducation. Le réseau mobile Huri se capte difficilement et celui de Telma n'y est pas du tout. C'est pour dire tout simplement que Ndremeani est coupé du reste du monde car la route n'est pas praticable depuis déjà plusieurs années.

« Bien que nous soyons un petit

village, mais nous avons droit à l'eau et à l'électricité comme tout citoyen comorien » rappelle un habitant de cette localité. Et lui de poursuivre « je crois que personne ne pense à nous jusqu'au moment des élections que nous voyons des politiciens venir avec des fausses promesses ».

Les habitants de Ndremeani vivent grâce à l'agriculture, l'élevage et surtout à la pêche mais dans

des conditions précaires. « Quand une personne est malade par exemple on est obligé de le transporter sur nos épaules jusqu'à Nioumachoi. Seuls quelques motos-cyclettes s'aventurent dans cette zone mais très rarement » témoigne sous l'anonymat notre interlocuteur.

Riwad

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



PEACE CORPSCOMOROS
VACANCY ANNOUNCEMENT

The United States Peace Corps Comoros seeks a Medical Doctor or Nurse Practitioner to serve as a contracted Back-Up Peace Corps Medical Officer (Back-Up PCMO) based in Moroni, Comoros. The Back-Up PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros and will work under the supervision of the Peace Corps PCMO in Moroni and the Peace Corps Office of Medical Services in Washington DC.

The full position submission requirements the terms of reference are available upon request by sending an email to PCComoros@peacecorps.gov. All applications should be submitted electronically and in English to PCComoros@peacecorps.gov with "PCMO-Comoros" in the subject line by **11:30 am Friday, May 20th, 2022**.



CORPS DE LA PAIX AUX COMORES
APPEL D'OFFRES

Société de gardiennage et de sécurité pour les bureaux et les résidences de Corps de la Paix aux Comores

Le Corps de la Paix Américain a l'intention d'offrir un contrat à prix ferme pour une société de sécurité et de surveillance des bureaux et des résidences de Corps de la Paix.

La société intéressée par cette offre peut obtenir les termes de références en envoyant un email à l'adresse suivant: PCComoros@peacecorps.gov avant le **20 mai 2022 à 11H 00**. Aucune soumission en retard ne sera acceptée.

Pour demander une visite des sites, veuillez contacter Mr Yasser Mchangama à ymchangama@peacecorps.gov ou au **+269 360 01 04**. Toutes les questions concernant la demande de devis peuvent être adressées à Ahmed Zaki au **269 360 01 03**.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Le programme panafricain scolaire mis en orbite

La Confédération Africaine de Football (CAF), a lancé mardi dernier un vaste programme de soutien du football des jeunes (programme panafricain scolaire de la CAF) à travers une cérémonie où ont pris des nombreux dirigeants du football continental.

C'est à Maputo capitale du Mozambique que la CAF a lancé le programme panafricain scolaire pour aider le football des jeunes à s'émanciper. Ce programme lit-on dans la page Facebook de la vice-présidente de la CAF Kanizat Ibrahim a comme but « d'exploiter les opportunités du football pour promouvoir le développement des jeunes garçons et filles du continent africain ». Faut-il rappeler que le football des jeunes tient aux yeux du président de la CAF, Dr Motsepe une importance capitale.

Sa fondation a sorti un chèque de 10 millions de dollars en faveur des jeunes spécifiquement le football scolaire. La finalité de cette aide est l'organisation d'un championnat panafricain interscolaire courant 2022-2023 sous la supervision



de la CAF plus particulièrement du 3e Vice-Président le Djiboutien Souleiman Hassan Waberi, président de la commission d'organisation du football des jeunes. Cette cérémonie de lancement a été honorée de la participation du président de la CAF et de ses vice-présidents dont Kanizat Ibrahim.

En route vers le Maroc où elle doit participer à la cérémonie du tirage au sort de la CAN féminine le 29 avril prochain, l'ancienne présidente du Comité de Normalisation de la FFC a fait escale à Maputo

pour prendre part à cette cérémonie de lancement. D'autres personnalités du monde du football ont fait le déplacement au pays de Samora Machel. En campagne pour l'élection à la COSAFA où il brigue le poste de vice-président, le patron du football comorien Saïd Ali Saïd Athoumane a pris part aussi au lancement du programme panafricain scolaire. Un déplacement qui a permis au patron de la FFC de faire de nombreuses rencontres avec ses homologues africains mais aussi avec des membres de la FIFA en

vue du prochain congrès électif début 2023 de l'instance dirigeante du football mondial.

En effet, lors du prochain congrès électif de la FIFA, l'Italo-Suisse se présentera pour un troisième et dernier mandat. L'annonce a été faite par l'intéressé lors du 72e congrès à Doha. « Je briguerai ma réélection ». Des propos rapportés par le journal le Monde via son site en ligne le 31 mars dernier.

AS Badraoui

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Saïd Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



APPEL D'OFFRES CO-COMMISSARIAT AUX COMPTES

BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DES COMORES

TERMES DE REFERENCE

Le présent appel d'offres est lancé en vue de la sélection de deux **Cabinets d'Audit Locaux ou Internationaux devant assurer une mission de Co-Commissariat aux comptes auprès de la Banque pour l'Industrie et le Commerce des Comores (BIC-COMORES)**. Les Co-Commissaires aux comptes retenus à l'issue du présent processus de sélection seront mandatés pour une période de **trois ans**, éventuellement renouvelable en fonction la qualité des prestations fournies, sous réserve des agréments nécessaires délivrés par les autorités compétentes.

1. Contexte

Filiale du groupe financier panafricain Atlantic Financial Group, la Banque pour l'Industrie et le Commerce des Comores (BIC-COMORES) est un établissement bancaire constitué sous la forme d'une société anonyme avec conseil d'administration.

En tant qu'établissement de crédit et société commerciale exerçant sur le territoire de l'Union des Comores, elle est soumise à la réglementation locale régissant l'activité des établissements de crédit d'une part, et d'autre part aux règles édictées par le législateur communautaire OHADA applicables aux sociétés anonymes.

Compte tenu du rôle important dévolu

aux Commissaires Aux Comptes par les textes légaux et réglementaires auxquels la BIC-COMORES est assujettie, le présent appel d'offres est élaboré en vue de la sélection de cabinets d'Audit répondant à un haut niveau d'exigence tant sur le plan de la maîtrise des normes professionnelles d'audit, que sur celui de la connaissance de l'environnement réglementaire local.

2. Contenu de la mission

a. Les modalités techniques du Commissariat aux comptes :

La mission telle que prévue par les textes en vigueur est détaillée sans toutefois s'y limiter comme suit :

- L'Audit des comptes sociaux établis selon les règles et principes comptables applicables en Union des Comores;
- Le contrôle des déclarations transmises à la Banque Centrale, afin d'assurer qu'elles permettent d'établir une situation comptable donnant une image fidèle du résultat de la période et de la situation du patrimoine;
- La revue du contrôle interne afin de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité du dispositif.
- Les vérifications spécifiques prévues par la loi, notamment celles relatives au rapport de gestion, aux conventions réglemen-

tées et aux personnes les mieux rémunérées.

- Certification des comptes annuels, attestation de l'exactitude et de la sincérité des informations destinées au public.

b. Les aspects réglementaires

Les travaux devront être conduits selon les diligences estimées nécessaires compte tenu des prescriptions des articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA, des exigences définies par les autorités de régulation locales et selon les normes professionnelles applicables sur le territoire Comorien.

Par ailleurs, et ceci conformément aux dispositions légales en vigueur, tout cabinet international soumissionnaire au présent appel d'offres devra obligatoirement **justifier d'un domicile ou d'une représentation dûment enregistrée sur le territoire de l'Union des Comores**.

Il est à noter que la BIC-COMORES portera une attention particulière sur la qualité et l'expérience des collaborateurs devant intervenir dans le cadre des différentes missions à conduire par les cabinets qui seront retenus.

3. Références

Les cabinets soumissionnaires sont tenus d'inclure des références aux missions similaires déjà effectuées dans leur dossier de candidature.

4. Condition de remise des offres

a. Les offres devront être déposées sous pli fermé à la Direction Générale de la BIC-COMORES sis à Moroni, Place de France et devront porter la mention « **AO Co-Commissariat aux comptes BIC-COMORES** » à l'attention de Monsieur Le Directeur Général de la BIC-COMORES.

Elles peuvent également être adressées par courrier électronique aux adresses : bic@biccomores.net

b. Les offres sont remises en un document unique comportant obligatoirement deux parties:

- * L'offre technique incluant les références du soumissionnaire.
- * L'offre financière.

5. Validité des offres

Les offres devront rester valables pour une période de 4 mois à compter de la date limite de dépôt.

6. Date Limite de Dépôt des Offres

La date limite de dépôts des offres est fixée au **Vendredi 06 Mai 2022 à 12 heures**.

Pour la BIC-COMORES
La Direction Générale



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Appel à candidature pour le recrutement d'un Comptable du projet PADS F

Date de l'avis : 19 Avril 2022

Présentation du projet

Un accord de financement sous forme de don et de crédit a été signé le 15 août 2020 entre le gouvernement de l'Union des Comores, représenté par le ministre des finances, et la Banque mondiale pour un montant de 7 400 000 DTS (équivalent à 10 millions USD) pour la partie don et un montant de EUR 9 200 000 (équivalent à 10 millions USD) pour la partie crédit pour le projet d'inclusion financière, le Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF).

Dans sa phase préparatoire, le Projet a bénéficié d'un fonds d'avance préparatoire (PPA) signé le 13 avril 2019 d'un montant de USD 1 000 000 prévu d'être utilisé pour le fonctionnement et l'acquisition des biens et équipement de l'Unité de Gestion du projet et de la réalisation des services de consultation préalables et de rendre opérationnel le projet et doit être mise en œuvre et décaissé jusqu'au 30 avril 2020.

Objectifs du projet

Le projet vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

Le financement des interventions de ce projet sera en synergie, convergence et complémentarité avec les interventions du Gouvernement et ses autres partenaires au développement.

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 20 millions sont les suivantes :

- **Composante 1 : Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière**
- **Composante 2 : Gestion de projet et de systèmes de paiements**

Gestion de Projet P166193

La structure de gestion du projet prévoit une Unité de Gestion, dirigée par le Coordonnateur du Projet P166193, assisté par différentes entités, chargé de la mise en œuvre et de la gestion quotidienne du projet.

L'unité de gestion du projet travaille en étroite collaboration avec les entités bénéficiaires, les partenaires techniques et financiers et les autres structures et projets concourant à l'atteinte des objectifs spécifiques du projet.

Description des tâches

Sous l'autorité du RAF, le comptable est chargé de la tenue de la comptabilité, de l'édition des registres, journaux, livres et états comptables et de leur analyse. Il est aussi chargé de la gestion de la trésorerie, de la gestion des immobilisations, de la gestion des comptes bancaires du Programme, conformément au manuel administratif et financier.

Le comptable aura pour attributions de :

- Vérifier la conformité et l'exhaustivité des documents de paiement par rapport aux procédures applicables : facture par rapport au Bon de commande ou contrat/marché, rapports de mission, ... ;
- Tenir à jour et de manière régulière les documents comptables (journaux et livres comptables) et une comptabilité détaillée pour chaque catégorie de coûts, activités ;
- Remplir la fiche de codification en vue de l'imputation comptable, analytique et budgétaire des opérations réalisées par le projet ;
- Etablir régulièrement les rapprochements bancaires ;
- Etablir régulièrement la justification des comptes de tiers et faire le suivi de leur apurement ;
- Collaborer à la production des états financiers et rapports périodiques ;
- Appuyer dans la préparation des demandes de réapprovisionnement en rassemblant, chaque mois, les pièces constitutives des demandes de réapprovisionnement ;
- Rassembler et vérifier les pièces justificatives de dépenses sur une base mensuelle ainsi que les pièces constitutives des demandes de réapprovisionnement de fonds ;
- Effectuer la saisie des écritures ;
- Préparer les travaux de fin d'exercice : régularisation, analyse et ajustement

des comptes ;

- Mettre à jour les fiches ou registres des stocks et immobilisations acquis dans le cadre du projet ;
- Participer à la préparation des états financiers et des rapports rentrant dans ses compétences ;
- Préparer le paiement des factures fournisseurs selon la procédure en vigueur.
- Etablir les chèques, les virements de fonds ou les mises à disposition ;
- Veiller au classement des dossiers de paiement et des documents comptables selon les dispositions du manuel de procédures ;
- Préparer les travaux de fin d'exercice : régularisation, analyse et ajustement des comptes ;
- Faire le rapprochement de l'inventaire physique des patrimoines par rapport à la comptabilité ;
- Etablir les documents comptables et la situation financière mensuelle ;
- Dresser les états mensuels de rapprochement bancaire et la situation mensuelle des décaissements ;
- Etablir la situation des disponibilités et rendre compte aux RAF et Coordonnateur.
- Appuyer les missions d'audit externe du Projet en fournissant les données nécessaires et en servant d'interlocuteur des auditeurs pendant les audits ;
- Assurer la sauvegarde externe régulière et périodique des données comptables.
- Réaliser toute autre tâche relevant de sa compétence à la demande du RAF et du Coordonnateur.

Profil du poste :

Le ou (la) Candidat (e) doit :

- Être titulaire au moins d'un Diplôme de licence (BAC+3), dans le domaine de la comptabilité et /ou les finances,
- Justifier au minimum de 3 années d'expériences réussies et récentes dans le domaine à un poste similaire,
- Une expérience réussie dans un projet financé par la Banque Mondiale ou autres bailleurs de fonds internationaux serait un atout ;
- Avoir de bonnes connaissances en suivi financier et gestion comptable
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique et des logiciels comptables de gestion de projet,
- La maîtrise du logiciel TOM PRO serait un atout.
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse et grande capacité de rédaction ;

Durée du contrat et renouvellement

Durée : Trois (03) mois renouvelables sous réserve de la performance jugée satisfaisante par le RAF et le Coordonnateur du projet P166193.

Le Consultant (Consultant Individuel) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016**.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : **de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes** et du vendredi au samedi : **de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale)**.

Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 - Email : Anfifa.UGP@banque-comores.km, au plus tard **le Jeudi 05 Mai 2022 à 10 heures 00 min, heure locale** de Moroni – Union des Comores à l'attention de Madame la Coordonnatrice nationale et portant la mention: : « **Recrutement d'un comptable national du projet PADS F** »